



Conférence donnée au cours de la session 2011 des Semaines sociales de France, "La démocratie, une idée neuve"

Restitution Samedi matin

Bernard Lecomte

Monseigneur, Mesdames, Messieurs,
Mes chers Amis,

La démocratie ! Le mot a deux mille cinq cents ans. La réalité, un peu plus de deux siècles. Les « Semaines Sociales » n'avaient-elles donc trouvé, cette année, aucun thème plus original que celui-ci ?

Même introduite dans la continuité des « Semaines sociales » qui ont toujours considéré la démocratie comme un des piliers de la doctrine sociale de l'Eglise ;

...même à quelques mois d'une élection présidentielle capitale pour l'avenir politique et économique de notre pays ;

...même enrichie par la formule « *Une idée neuve* », formule dynamique qui date... elle aussi de deux siècles !

...la discussion sur un thème aussi rebattu risquait fort de ressembler à un vieux sujet de première année de Sciences Po !

Et pourtant, y a-t-il un sujet qui soit davantage d'actualité, qui soit plus crucial aussi, que ce thème de la démocratie...

...à l'heure où nos écrans de télévision sont pleins – encore ce matin avec les événements du Caire – des soubresauts du « printemps arabe », aux conséquences imprévisibles ;

...à l'heure où la crise économique et financière fait tomber les gouvernements européens, un par un, comme fétus de paille ;

...à l'heure où nombre d'Etats européens se dotent de gouvernements de « techniciens », d'experts *non élus*, comme si le suffrage universel était devenu un obstacle à la résolution des problèmes ;

...à l'heure où l'on voit bien que les programmes électoraux, face à la violence de la crise, sont devenus obsolètes, pour ne pas dire inutiles ;

...à l'heure enfin où le nouveau géant de l'économie mondiale, la Chine, modèle redouté d'efficacité et de puissance, est tout sauf une démocratie !

Ainsi c'était une bonne idée, je crois, d'introduire notre session par deux témoignages concrets, sur deux événements que nous avons tous vécus avec passion : la chute du Mur de Berlin et le Printemps arabe. Non pour nous rassurer sur le fait que la démocratie est bien l'horizon politique indépassable de nos sociétés modernes ! Mais pour tenter, en comparant le cas tunisien et le cas polonais, de déceler ce qui fait de la démocratie... une « idée neuve ».

Intéressant, par exemple, le récit que la juriste Asma Nouira nous a fait de la révolution tunisienne, où la « blogosphère », les réseaux sociaux, *Facebook* et autres *Twitter* ont joué un rôle déterminant dans la formation d'une opinion publique bridée par les médias officiels... Mais Aleksander Smolar nous a rappelé qu'en Pologne, 25 ans plus tôt, les millions de militants de *Solidarnosc* s'informaient en écoutant, en cachette, et massivement, les radios occidentales !

Ce ne sont donc pas les techniques de communication, l'apparition d'une opinion publique précipitant la victoire sur la tyrannie, qui distinguent ces deux événements. La différence, qui nous a fait entrer au cœur de notre sujet, c'est que les Polonais avaient un modèle, occidental,

européen, qui leur a facilité une transition rapide vers les droits de l'homme et l'économie de marché ; alors que les Tunisiens, comme les Egyptiens, comme les Yéménites, comme les Marocains, ne veulent pas de ce modèle occidental, au contraire, et entendent bien inventer, pour reprendre le terme d'Asma Nouira, leur « propre démocratie ».

Qu'est-ce donc que la démocratie en terre d'islam ? Il y aurait donc plusieurs modèles de démocratie ? Et nous qui pensions, depuis 1789, qu'elle était universelle !

Olivier Mongin, le directeur de la revue *Esprit*, a illustré cette dure vérité, en nous rappelant que la démocratie, ce n'est pas un ensemble de procédures institutionnelles et juridiques : c'est un projet, une démarche qui s'incarne dans des « moments d'histoire », c'est-à-dire dans des personnes réelles, à un moment donné du temps. « *Il n'y a pas de démocratie sans démocrates* », nous a expliqué Olivier Mongin.

Du reste, l'acquis démocratique, en soi, n'empêche pas que la démocratie représentative soit minée par la défiance envers les élus, que la démocratie sociale soit menacée par l'égoïsme et le populisme, que la démocratie d'opinion, enfin, soit fragilisée par le manque d'éducation des citoyens.

La démocratie, ce sont d'abord des gens, des personnes qui décident, tant bien que mal, d'être « unis dans la discorde ».

La démocratie, complète Robert Rochefort, lui-même député européen, c'est « d'abord une combinaison d'intérêts particuliers et d'un intérêt collectif ». Or cette combinaison a connu et connaît trois dérives :

La plus ancienne, la plus classique, c'est la *dictature de la majorité* : « Si 70 % de gens sont d'accord pour faire du mal aux 30 % restants, note Rochefort, ce n'est pas de la démocratie ! » La vraie démocratie, rappelle-t-il, vise à dépasser l'affrontement entre une majorité et une minorité, camp contre camp, dans une dynamique qui, depuis l'encyclique *Rerum Novarum*, est au cœur de la doctrine sociale de l'Eglise.

La dérive la plus récente, c'est le *consumérisme* démocratique, un système politique dont chaque citoyen entend tirer un profit personnel : « J'attends de l'Etat démocratique qu'il me donne droit à telle ou telle prestation sociale ou familiale. »

La troisième dérive qui menace, enfin, c'est que les outils de la démocratie soient dévoyés, l'information manipulée, le suffrage confisqué – au point d'exclure du jeu démocratique toute une partie de la société.

Notre ami Robert Rochefort pensait, bien sûr, à la *proportionnelle*, qui permet, comme au Parlement européen, d'éviter de « broyer » les minorités...

Mais Véronique Davienne, déléguée nationale d'ATD-Quart Monde, nous a cité, elle, une autre catégorie d'exclus, bien précise : les plus pauvres, les plus démunis, convaincus, le plus souvent, que leur parole n'a aucune valeur. Et en effet, qui se soucie de ces citoyens-là ?

Ce n'est pas une question d'équité, précise Véronique Davienne, mais c'est que l'expérience des personnes en situation de grande pauvreté est unique, *irremplaçable* ! Je ne résiste pas à citer les propos que tenait naguère le père Wresinski :

"Les pauvres sont les créateurs, la source même de tous les idéaux de l'humanité, car c'est à travers l'injustice que l'humanité a découvert la justice ; à travers la haine, l'amour ; à travers la tyrannie, l'égalité de tous les hommes"

Encore faut-il leur faire une place, à ces pauvres-là, dans la société politique, dans ses procédures et ses débats – et Véronique de pointer le peu de place réservé aux plus pauvres par les Semaines Sociales de France, ici même ! Preuve que la chose n'est pas facile, en effet, et qu'il faudra déployer encore bien des efforts pour instaurer une démocratie « qui n'oublie personne » !

A ce stade de nos échanges, une idée est apparue, apparemment anodine, mais qui va nous conduire assez loin. Malgré les réseaux sociaux et les possibilités offertes par Internet, la démocratie n'est pas quelque chose de virtuel. Pour qu'elle s'exprime concrètement, dit Robert Rochefort, il lui faut un territoire, un espace géographique.

Pour les pauvres, dit Véronique Davienne, c'est là où ils sont !

Dans l'histoire, développe le philosophe Paul Thibaud, c'est la nation. La première raison ayant poussé les hommes à confier leur destin à des représentants choisis par eux, à adhérer à une

identité collective, ce qui n'était pas inné, c'est la défense de la nation. Il n'y a pas de démocratie politique en dehors d'un territoire national.

Mais, dit Paul Thibaud en citant Jean-Jacques Rousseau, cette *volonté générale* qui produit un *être collectif* au nom d'une morale commune, c'est (hélas) un idéal qui appartient au passé. Aujourd'hui, dit Paul Thibaud les droits de l'homme ont triomphé dans toutes nos sociétés individualistes, au point de négliger ou d'occulter les droits du citoyen, qui se réfèrent, eux, à un collectif, et qui sont devenus secondaires, voire gênants.

« La démocratie n'est plus un projet, c'est un dû », lance Paul Thibaud. Elle est devenue, elle a engendré une « démocratie de réclamation », qui *exige* les droits de l'homme, *tous* les droits de l'homme. Adieu le projet collectif ! La *solidarité*, dans ce système-là, est tout simplement « impensable ».

Je cite encore Paul Thibaud : « On distribue des droits comme on distribue des armes, et que le meilleur gagne ! » L'équilibre démocratique se fera, demain, par le seul affrontement des exigences individuelles – c'est dire si cet équilibre sera précaire !

Et privé de sa base *nationale*, l'universalisme démocratique sera, au fond, « l'universalisme plat du marché et des droits de l'homme ». On devine, à écouter Paul Thibaud, que les transferts de souveraineté de la nation vers l'Europe n'arrangent pas les affaires de la démocratie moderne...

C'est le professeur Pierre Manent, pourtant, qui va conduire cette réflexion jusqu'à son extrême. Dans une démonstration aussi brillante que pessimiste, Pierre Manent explique la dégradation du principe démocratique par le déclin du sentiment national. « La démocratie a perdu son sens, dit-il. Elle est devenue notre religion, elle a cessé, en proportion, d'être notre politique. » Lui aussi, il pointe la victoire des droits de l'homme sur les droits du citoyen, qui figuraient pourtant, ensemble, dans la même « *Déclaration* » de 1789. Mais les guerres mondiales et les totalitarismes ont diabolisé les exigences nationales collectives, la *compassion* a remplacé le *patriotisme*, la fin du service national ayant consacré le désintéret pour la vie collective, et l'entrée de nos sociétés dans une « passivité » inédite dans l'histoire.

Où est la légitimité démocratique, demande Manent, quand la *règle* a remplacé la *loi* ? Quand la règle de la concurrence, imposée par Bruxelles, dispense désormais de la délibération politique ? C'est parce que l'individu exige de plus en plus de droits, que l'Etat s'est endetté pour lui, cet individu « détaché de sa nation, de sa famille, de son Eglise ».

La boucle est bouclée : privé de sa base nationale, la démocratie s'est dissoute dans une Europe supranationale aux règles toujours plus rigoureuses, et aux objectifs essentiellement économiques et mercantiles !

Avouerai-je qu'à ce stade, je m'attendais à entendre Pierre Manent rebondir en prônant le retour au principe qui a fait l'essence même de l'Europe démocratique, la *subsidiarité* chère aux chrétiens sociaux ? Hélas, le propos du professeur Manent en est resté à ce constat... désespéré !

Heureusement, le débat qui a suivi – et qui portait pourtant sur les *corps intermédiaires*, un concept qui n'est pas très tendance de nos jours – nous a insufflé un peu d'espérance !

Certes, le constat esquissé par Jean-Paul Delevoye, président du *Conseil économique, social et environnemental*, n'était, lui non plus, pas très encourageant : primat de l'individu sur le collectif ; expansion du consumérisme politique ; menaces populistes dues au repli sur soi, au rejet de l'autre et au refus du partage ; suprématie de l'affrontement sur le dialogue ; triomphe de la démocratie d'émotion sur la démocratie de conviction : son constat, qui rappelait le fameux rapport qu'il avait publié comme médiateur de la République il y a deux ans, nous a confirmé la profondeur de la crise qui mine nos démocraties.

Mais Jean-Paul Delevoye trace, malgré tout, une piste vers la sortie. Entre l'Etat et l'individu, dit-il, il n'y a rien, et c'est bien cela le problème. Or il nous appartient de ressusciter ces « tiers acteurs » qui permettent le *débat*, le *dialogue*, la *réflexion*, la prise en compte des intérêts des uns et des autres. Il faut reconstituer les corps intermédiaires que sont les syndicats, les associations, les organes de concertation, moins soumis au diktats du marché ou à la démagogie électorale !

Les Français ne sont pas devenus égoïstes, plaide Delevoye : ils ne prêtent plus aucun intérêt aux partis ou aux syndicats, qu'ils désertent en masse, mais ils ne cessent de faire preuve d'attitudes « citoyennes » face au bio, au durable, à l'équitable ! Soyons attentifs à toutes les

formes nouvelles d'expression collective ou de dialogue, elles existent et sont « ferments d'espérances nouvelles ».

Deux syndicalistes lui ont donné la réplique : Geneviève Roy, de la CGPME, et notre ami Bernard Ibal, de la CFTC :

« Arrêtons d'être pessimistes ! » a lancé la première. Oui, en France, le dialogue social est vivant, même si les citoyens s'en désintéressent. Oui, en France, les syndicats ont des débats productifs, ils réalisent des compromis, ils jouent l'intérêt général, sans tenir compte du « temps médiatique » si réducteur qui pousse les uns et les autres, pourtant, à une démagogie permanente.

Arrêtons de nous lamenter sur la « désyndicalisation » française, tonne Bernard Ibal. D'abord, il faut en nuancer les chiffres : 7 % de salariés syndiqués, dont 5 % dans le privé, « c'est beaucoup », dit-il, car en France les syndiqués ne tirent aucun avantage de leur adhésion : n'oublions pas qu'en Allemagne, par exemple, il faut être membre du syndicat ayant négocié le 13^{ème} mois pour en bénéficier : cela crée, évidemment, des vocations...

Arrêtons de ne considérer les syndicats qu'en fonction de leur pouvoir de nuisance. Certes, tout ne va pas bien dans le monde syndical français, mais une négociation comme le Grenelle de l'environnement a montré que le dialogue social, pilier de la démocratie, n'était pas un vain mot. Il faudrait même créer, propose Bernard Ibal, un « comité permanent du dialogue social » qui permettrait de discuter au fond, à long terme, en échappant au temps des politiques – qui privilégient presque toujours le choc de la réponse à la pertinence de la question – et au temps des médias.

Ce sont les corps intermédiaires qui nous épargneront, s'il n'est pas trop tard, les « ruptures » qui menacent, confirme Jean-Paul Delevoye : jusqu'où ira la patience des peuples ? Jusqu'où les pays riches accepteront-ils d'aider les pays pauvres ? Jusqu'où les jeunes accepteront-ils de payer pour les vieux ? Ce qui manque à la démocratie moderne, c'est la confiance, et les corps intermédiaires ont vocation à créer de la confiance, surtout dans une crise aussi violente que celle que nous traversons.

Ce qui illustre d'abord cette crise, dira un peu plus tard Michel Camdessus, c'est la « spirale de la défiance ». Tout ce qu'on entend, « ce sont les mauvaises nouvelles », souligne l'ancien patron du FMI, notre ancien président, qui dénonce à son tour les médias et leurs considérations « lugubres ».

Sylvie Goulard, elle-même députée européenne, a mis en garde les politiques contre la démagogie anti-européenne dont ils sont coutumiers, surtout en période de crise et de campagne électorale ! Les peuples d'Europe sont beaucoup plus proches les uns des autres que ne le font croire les politiques, dit Sylvie Goulard. La crise appelle, selon elle, un « changement d'échelle de la démocratie » qui continuera de se racornir si elle n'est vécue qu'au niveau national – on est loin du discours de Pierre Manent !

L'avouerai-je, là encore, j'attendais de ce débat d'hier soir – par ailleurs vivant et passionnant – qu'il éclaire davantage le sujet de notre session : on n'a pas beaucoup entendu parler des souffrances du peuple grec, de l'impuissance des politiques face aux marchés, de leur soumission spectaculaire à ces nouveaux acteurs démocratiques que sont les agences de notation, et du silence assourdissant des citoyens qui n'auront, pour donner leur avis sur tout cela, qu'une élection présidentielle !

Après ce constat sévère et un peu brouillon – c'est la règle de nos sessions, la première journée nous voit toujours tâtonner et partir un peu dans toutes les directions – je ne doute pas que ces questions trouveront leur place dans les débats d'aujourd'hui et de demain.

Je vous remercie de votre attention !